

## Introduction

*Martin VANIER*

Quatre questions étaient posées à nos Entretiens de la Cité des Territoires de Grenoble, les premiers de ce qui pourrait être une série sur ce qui nous nomme et nous rassemble : la question interdisciplinaire ; la question internationale ; la question de l'action ; et la question prospective. Quatre questions pour un même objet – concept, champ ou paradigme, selon les convictions – le territoire, la territorialité, la territorialisation<sup>1</sup>.

Reconnaissons-le d'emblée : aucune de ces quatre questions n'a été surmontée, toutes restent posées, sinon dans les mêmes termes, du moins avec la même acuité. Non pas que nous soyons devant des inconnues ou des apories, mais tout simplement parce qu'elles ouvrent des débats desquels n'émergent pas de réponses consensuelles. Mais soyons tout à fait honnêtes : n'était-ce pas le spectre d'une apparence de consensus scientifique – celui qui transforme la connaissance en conviction et cette dernière en *doxa* – que nous voulions éliminer ? De ce point de vue au moins, nos Entretiens, qui ont plutôt pris la forme de controverses, ont atteint leur objectif majeur.

S'agissant d'une équipe de recherche qui a fait le choix en 2001-2002, de se nommer « Territoires », sans autre précision, on fera grâce au collectif organisateur de ces Entretiens d'avoir imaginé un seul instant « en finir avec le territoire », selon la formule consacrée, dont l'éloquence égale le ridicule. Personne parmi nos 23 conférenciers invités ne s'est présenté avec ce parti. Tout tient alors dans les deux petits mots essentiels du titre des Entretiens : et après ?

Mais pour commencer, et tant qu'à rechercher le contre-pied, posons avec Marie-Vic Ozouf une autre bonne question : et avant ? Non pas avant le territoire et son inflation – cette réponse-là attend le lecteur dans le texte de notre invitée – mais avant les Entretiens du 7-8 juin 2007 ? Il n'a pas manqué d'hommes et de femmes de mémoire pour nous rappeler gentiment que sur un tel sujet, nous arrivions plutôt après la bataille, en évoquant Yves Barel, Marcel Roncayolo et Michel Marié, pour Franck Scherrer, Armand Frémont et les autres « pères fondateurs » d'une certaine géographie sociale pour Raymonde Séchet, Claude Raffestin ou Gilles Deleuze et Félix Guattari pour d'autres. « Vingt-cinq ans après » nous dit même Olivier Soubeyran dans son « Attention, ralentir, travaux ! » conclusif.

1. L'argument initial des Entretiens, diffusé en décembre 2006, est rappelé *in extenso* dans le chapitre suivant.

Alors, puisqu'il y a déjà vingt-cinq ans que la question territoriale est posée aux sciences du territoire, considérons ces Entretiens comme un premier bilan générationnel dont le « et après ? » invite autant à la rétrospective qu'à la prospective. Et puisqu'il s'agit de génération, osons la remise en ordre *ex post* de nos travaux selon les deux familles suivantes.

La première famille regroupe des chercheurs confirmés, en milieu voire en fin de carrière, dont le parcours scientifique présente une certaine assise théorique, et qui, chacun à leur manière, proposent somme toute « d'augmenter » le paradigme territorial – selon la formule de l'un d'entre eux, Pierre Musso, parlant de « territoire augmenté ». L'augmenter, c'est-à-dire continuer à lui faire jouer un rôle explicatif global, moyennant certaines mises à jour, clarifications, approfondissements sélectifs.

D'un dialogue imaginaire savoureux et implacable, Bernard Debarbieux tire une grille d'analyse croisant trois types de spatialité et trois régimes de territorialité. Patrice Melé en prolonge les derniers échanges en défendant l'idée d'un régime de territorialité réflexive. Pierre Musso critique la notion de « territoires numériques », mais c'est précisément pour en appeler à la nouvelle territorialité du cyberspace, loin de tout repli techniciste et managérial sur la simple « tuyauterie ». D'ailleurs, pour Joe Painter, l'opposition entre territoires et réseaux n'a pas de sens car « le territoire est un réseau lent », « un type spécial de réseau », ou même tout simplement « l'effet des réseaux ». Ce que confirme en géographe historienne Marie-Vic Ozouf qui rappelle qu'« il aura fallu deux réseaux, celui des chemins vicinaux et celui des chemins de fer pour territorialiser le département », près d'un siècle après sa création, ce qui l'incite à prédire que « le territoire a encore de beaux jours en sciences sociales ». À sa manière, Angelo Turco est également dans l'augmentation du paradigme, lorsqu'il propose une théorie du lieu « comme dispositif d'individualisation spatiale, constitutif du processus de territorialisation et des usages du territoire ». Enfin, Raymonde Séchet et Régis Keerle, plus circonspects à l'égard de l'inflation territoriale, réinsèrent la notion dans un programme de travail plus vaste, celui de la dimension spatiale des sociétés, tandis que leur équipe de recherche publie, avec *Territoires en action et dans l'action* (Dodier *et al.*, 2007) le dernier volet des actes du colloque de géographie sociale de Rennes en octobre 2004.

Des chercheurs confirmés, en milieu voire en fin de carrière, et dont le parcours scientifique présente aussi une certaine assise théorique, la seconde famille n'en manque certes pas, et pas des moins reconnus dans leur domaine ! Mais elle est plutôt caractérisée par le regroupement des jeunes chercheurs contributeurs à nos Entretiens, doctorants ou tout nouveaux maîtres de conférences. Pour tous, l'agenda scientifique ne consiste plus à augmenter le paradigme territorial, mais à le déborder, à en explorer les dépassements, à chercher à comprendre la logique d'un tournant fondamental – pas toujours le même pour chacun d'ailleurs.

Denis Retaillé poursuit l'exploration de l'espace mobile et ouvre très grand l'horizon de l'analyse, dans laquelle on trouvera aussi Stéphanie Lima et Laurent Cailly : et si la mobilité posait à la géographie le même défi épistémologique

qu'elle pose à la sociologie (Urry, 2005)? Dans un autre registre, le débat de la dimension spatiale de l'action publique, et de la « bonne distance » entre des opérateurs technico-politiques et leurs cibles sociales et spatiales, donne lieu à trois positions tranchées, mais toutes au-delà du territoire, avec Marie-Christine Jaillet, Emmanuel Négrier et Renaud Epstein. Pas très loin d'eux, Christophe Quéva et Guillaume Vergnaud discutent, par une étude européenne comparée, de la quête d'intermédiation. Vincent Banos fait écho à Angelo Turco, mais en renversant les termes de la dialectique, avec un lieu qu'il s'agit cette fois d'« extraire de sa gangue territoriale », notamment pour ses vertus démocratiques que la dite gangue semble avoir engluées.

Augmenter le paradigme ou déborder le paradigme? Le classement paraîtra certainement arbitraire aux auteurs concernés, et peut-être aussi à leurs lecteurs. Il faut pourtant bien organiser la controverse et ses perspectives, quitte à réintroduire immédiatement de la nuance et des combinaisons. Les positions particulièrement travaillées de Pierre Veltz (2008) et Michel Lussault (2007)<sup>2</sup> auraient sans doute été difficiles à répartir. Peu importe au fond, il ne s'agit en rien de prononcer des affectations. C'est ce que confirment, par leurs « rebonds » finaux, les cinq collègues de l'UMR PACTE – un sociologue, un économiste et trois géographes – qui proposent autant de regards sur l'événement qu'ils ont contribué à organiser.

Quant aux quatre questions de départ, nous ne les abandonnons évidemment pas. L'interdisciplinarité, ce rendez-vous nécessaire mais jamais suffisant, reste la clé majeure pour faire vivre le paradigme territorial parce qu'il alterne incompréhensions et fascinations réciproques. Rien n'est pire que la communion scientifique du rendez-vous célébrant. L'interdisciplinarité ne le permet pas. L'interdisciplinarité dérange, c'est pourquoi elle est précieuse.

L'internationalité, ce devoir scientifique d'universalité, en apprend à ceux qui s'y livrent toujours plus sur eux-mêmes. Une des hypothèses à l'origine des Entretiens était que la question territoriale devait peut-être beaucoup plus à l'exception institutionnelle et politique française qu'à des réalités anthropologiques et sociétales contemporaines. L'échange avec Joe Painter, Klaus Kunzmann, Angelo Turco, et d'autres collègues étrangers présents à Grenoble, a plutôt infirmé que confirmé cette hypothèse. Certes, les mots changent, mais les raisonnements sont les mêmes. Quant aux différences, elles projettent d'emblée dans la question suivante.

Sur la traduction politique du paradigme, l'argument d'appel aux Entretiens était vigoureux. La récolte d'audace fut-elle à la hauteur? Au lecteur d'en juger. Les sciences du territoire sont tout près de celle du gouvernement, les unes comme les autres jamais bien loin de l'expertise et du conseil. Cela peut conduire à la réserve ou à la prudence, alors que des ré-inventions profondes sont sans doute déjà engagées. Le débat reste ouvert et l'actualité politique le relance chaque jour.

2. Ces deux collègues ont contribué aux Entretiens, de même que Patrick Guillaud, Klaus Kunzmann, Vassili Rivron et Franck Scherrer.

D'où le besoin de prospective. Généralement considérée comme un genre scientifique mineur, elle n'a pas, à Grenoble, capté toute l'attention espérée. Le bilan générationnel qui nous a retenu nous a nécessairement fait pencher davantage du côté de l'héritage – permanence et pertinence – que de l'intuition – incertitudes et alternatives. Tout l'art de la réflexion consiste sans doute à tenir les deux bouts. Pour ouvrir les Entretiens de 2007, Jean-Louis Guigou, ancien délégué à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale, nous a livré sa « petite pensée robuste » : croire aux territoires, leur montée en puissance ; s'appuyer sur le couplage action-réflexion ; jouer de la puissance de la prospective. Puisse ce simple triptyque inspirer bientôt les Deuxièmes Entretiens de la Cité des Territoires de Grenoble !